

Revue de presse

Juillet 2018

Sommaire

1 – « TPE et PME concernées par l'amélioration des conditions de vie au travail », paru dans Memento.fr le 29 juin 2018

2- « Lettre ouverte à Didier Fauchard, président du Medef », paru dans Le Quotidien - Courrier des lecteurs du 4 juillet 2018

3 - RADIO - Jean-François Tardif, expert RGPD de la CPME, invité de l'émission la Tête de l'emploi sur Réunion 1ère Radio le du 5 juillet 2018.

4 - « L'Excellence soutenue et récompensée », paru dans le Quotidien du 7 juillet 2018

5 - « TPE/PME : Un guide pour la qualité de vie au travail », paru dans le JIR - CAHIER ECO, le 10 juillet 2018

6 - « Deux ans d'existence pour l'association SBA », paru dans le JIR du 11 juillet 2018

7 - « Deux ans d'existence pour l'association SBA », paru sur Clicanoo.re le 11 juillet 2018

8 - « Marchés publics : 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 », paru sur Freedom.fr le 11 juillet 2018

9 - « Marchés publics : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » paru sur Zinfos974 le 11 juillet 2018

10 - « Marchés publics : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Alvinet.com (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

11 - Marchés publics : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Niooz.fr (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

12 - Marchés publics : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Ote.re (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

13 - « Prêts pour le “localisme” ? », édito du Quotidien du 12 juillet 2018

14 - « SBA : L’heure du bilan et des émules », paru dans le Quotidien du 12 juillet 2018

15 – « SBA : 115 millions de marchés pour les TPE-PME » paru dans le JIR du 12 juillet 2018

16 - « Marchés publics à La Réunion : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 », paru sur Outremer 360 le 12 juillet 2018

17 – « Marchés publics à La Réunion : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Niooz.fr (via Outremer360) le 12 juillet 2018

18 - « RETOUR SUR LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DU SBA », paru sur digitalreunion.com le 12 juillet 2018

19 - « REMISE DES PRIX – ENTREPRISE ET TERRITOIRE –
L’HOMME AU CŒUR DE L’ECONOMIE », paru dans La Réunion
(magazine de la Région Réunion)

20 – Campagne & dispositif de Prévention Solaire

1 - « TPE et PME concernées par l'amélioration des conditions de vie au travail », paru sur Memento.fr le 29 juin 2018

Lien : http://www.memento.fr/article_29-06-2018-tpe-et-pme-concernees-par-l-amelioration-des-conditions-de-vie-au-travail



29.06.2018 | Réunion

TPE et PME concernées par l'amélioration des conditions de vie au travail

La Confédération des PME de La Réunion a présenté à Saint-Gilles une nouvelle démarche baptisée AT'MOT'SPHÈRE...

2- « Lettre ouverte à Didier Fauchard, président du Medef » paru dans
Le Quotidien - Courrier des lecteurs du 4 juillet 2018

Lettre ouverte à Didier Fauchard, président du Medef

À La Réunion, en Europe comme ailleurs, la question n'est pas de savoir si les entreprises locales ont plus ou moins de légitimité que les entreprises extérieures.

La véritable question à se poser, c'est: «L'entreprise participe-t-elle ou non à l'harmonie, la cohésion et la cohérence du territoire sur lequel elle exerce son activité?»

À La Réunion comme ailleurs,

nous sommes loin du compte. La dynamique de l'entreprise, si elle structure l'activité, a tendance, dans le même temps à favoriser les inégalités et les tensions sociales. Cette tendance, à l'échelle mondiale, s'est fortement amplifiée au cours de ce dernier demi-siècle.

Sur le plan mondial, on peut d'ailleurs se demander si cette croissance des tensions ne serait

pas de nature à provoquer un nouveau conflit planétaire. Merci la dissuasion nucléaire.

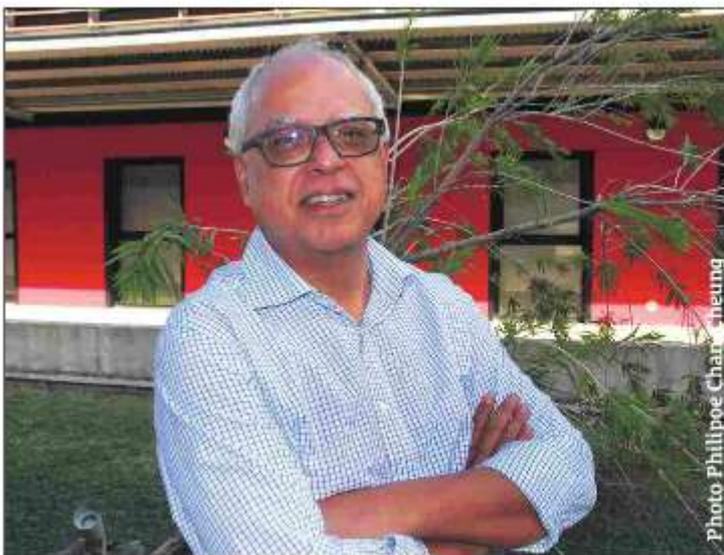
Certains voient La Réunion comme un modèle. C'est probablement pour cette raison que nous sommes ici aussi vigilants sur cette question. Mais il y a bien sûr d'autres raisons à cette réaction un peu épidermique contre les modes actuels de management de la société.

Il s'agit en particulier de l'exploitation et du pillage des territoires dont la moitié du monde est victime depuis plus de 300 ans. Il s'agit également de la logique économique de l'entreprise moderne faisant peu de cas de l'humain.

Il s'agit enfin de l'infamale logique financière internationale, piège dont sont victimes toutes les entreprises.

N'y voyez pas malice, mais le bon peuple réunionnais qui a déjà payé un lourd tribut à l'histoire, se met naïvement à rêver à ce modèle réunionnais capable, un jour, de donner au monde des leçons d'humanité.

François-Michel Maugis



3 - RADIO - Jean-François Tardif, expert RGPD de la CPME, invité de l'émission la Tête de l'emploi sur Réunion 1ère Radio le du 5 juillet 2018.

Lien : <https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

Cliquer sur l'émission du 5 juillet 2018 : RGPD

4 - « L'Excellence soutenue et récompensée », paru dans le Quotidien du 7 juillet 2018

SEPT RÉUNIONNAIS À SCIENCES PO

L'excellence soutenue et récompensée

Des jeunes Réunionnais heureux et libérés, des parents fiers et un peu stressés, des discours d'encouragements : c'était hier la remise des prix aux lauréats Sciences Po 2018 remis aux sept lycéens qui ont réussi leur admission à la prestigieuse école, dans le cadre de la convention d'éducation prioritaire.

Comme chaque année, le président de l'association des anciens de Sciences Po, également président du cabinet d'expertise-comptable Crowe Réunion, a ouvert la séance de remise de prix aux lauréats admis à l'entrée de la prestigieuse école ou à l'un de ses campus. Leur réussite est partagée par Abdoullah Lala qui œuvre depuis quinze ans à la réussite des jeunes Réunionnais. C'est en effet sous l'impulsion de l'association qu'il anime que la CEP, convention d'éducation prioritaire, a pu, avec l'aide de la Région et de l'Éducation nationale, être installée à La Réunion. Et y prospérer puisque, cette année, 21 candidats se sont présentés à l'oral d'admission, 7 d'entre eux ayant été admis. Mais ce sont 54 candidats qui s'étaient présentés à la première étape de la sélection, celle du jury d'admissibilité, réuni en mai au lycée Sarda-Garriga.



Autour d'Abdoullah Lala, président des anciens de Sciences Po à La Réunion, les sept lauréats admis ainsi que Didier Robert, président de la Région Réunion, Marie-Lyne Soubadou vice-présidente du Département, Nathalie Noël conseillère régionale et Amina Lais, associée du cabinet Crowe (à gauche sur la photo). (Photos David Chane)

Les Outre-mer reconnus

Les jeunes récompensés hier sont d'ailleurs issus des cinq lycées conventionnés : Jean-Hinglo au Port, qui fut le premier établissement à entrer dans la boucle, Sarda-Garriga à Saint-André, Pierre-Poivre à Saint-Joseph, Trois-Bassins et Georges-Brassens à Sainte-Clotilde. Autant de lycées situés en zone d'éducation prioritaire, l'un des critères exigés pour être agréé dans cette CEP destinée

à élargir le recrutement des futurs élèves de Sciences Po, à la fois aux profils autres que ceux de jeunes issus de familles aisées dotées d'un accès facile à la culture et aux études supérieures, ainsi qu'à d'autres territoires que ceux, traditionnellement des grandes villes de l'Hexagone, Paris en tête. Les Outre-mer ne sont donc plus oubliés et plusieurs intervenants se

sont plu à le souligner : Marie-Lyne Soubadou, vice-présidente du Conseil départemental et déléguée à l'éducation, Nathalie Noël, déléguée à l'enseignement supérieur et à la recherche au Conseil régional. Didier Robert, président de la Région Réunion, lui-même diplômé de Sciences Po a rejoint la manifestation pour exprimer le soutien de la collectivité et féliciter

cette jeuneuse. Elle le mérite, d'autant que l'admission à ce fleuron de l'enseignement national est, en soi un aboutissement : celui du travail accompli par ces jeunes, pour certains depuis la seconde, dans les ateliers de préparation à Sciences Po qu'ils ont rejoints volontairement. Le rôle des professeurs, très motivés par ce parcours d'excellence accessible aux enfants issus

de milieux peu favorisés, doit aussi être fortement souligné. Sans eux, et le soutien familial, le travail et la volonté démontrés par ces jeunes ne suffiraient pas. Ces derniers ne manquent pas de profets, notamment celui de revenir un jour à La Réunion, dotés d'une solide formation et prêts à endosser des responsabilités dans un cadre réunionnais. Mais,

hier, les sept lauréats savouraient surtout cette belle fête amicale et familiale.

Thierry DURIGNEUX



Sept lycéens méritants

Sept lycéens issus des cinq lycées conventionnés avec Sciences Po ont été admis, cette année, à l'entrée de la célèbre école.

■ **Angeline Thazar.** Du lycée Jean-Hinglo au Port, elle est admise au Campus de Paris. Si elle avoue que ses passions sont la lecture et la littérature, c'est la diplomatie ou l'enseignement qu'elle envisageait pour son avenir. Depuis son admission, la voie diplomatique s'impose...

De l'avis de ses professeurs, Angeline s'est montrée une élève très sérieuse et très rigoureuse, aux résultats brillants. Perfectionniste et très observatrice, elle a toujours montré beaucoup d'intérêt pour les sciences humaines, les langues et la littérature.

Elle s'est inscrite à l'atelier Sciences Po afin de pouvoir élaborer des projets d'avenir à la hauteur de ses ambitions. Au sein de l'« atelier », elle s'est avérée être une candidate solide et consciencieuse, faisant preuve d'une grande force de caractère, y compris dans l'adversité. Elle aura besoin de toutes ces qualités pour réussir.

■ **Émilie Fontaine.** Également élève de Jean-Hinglo, elle est admise au campus euro-américain de Reims. Elle avait d'ailleurs consacré son devoir présenté au jury d'admissibilité à la fusillade de Las Vegas, « la cristallisation d'une Amérique qui a peur ». Sans surprise, ses passions vont vers les États-Unis, les langues, les séries TV (en VO bien entendu). Émilie envisage une carrière d'avocate. Son profil ? Toujours positive, respectueuse, motivée, et altruiste,



Ils ont des goûts et des passions différentes mais une même ambition les pousse à aller au-devant de grandes responsabilités.

elle est à la fois disponible pour ses camarades et une interlocutrice d'une grande fiabilité pour ses professeurs.

Présente à l'atelier Sciences Po depuis la classe de seconde qui montre sa motivation, son goût pour les sciences humaines l'a conduite en filière ES.

■ **Léna Polard-Amiel.** Du lycée Georges-Brassens, elle est admise au campus euro-américain de Reims, elle aussi.

Elle avait d'ailleurs choisi le même sujet que celui d'Émilie pour se présenter à l'admissibilité. Élève brillante de terminale S, qui cumule d'excellents résultats

colocales à l'écrit comme à l'oral, Léna est habituée aux félicitations depuis la seconde, grâce à ses capacités d'analyse et sa maîtrise de l'expression.

Son esprit et son intérêt sont également tournés vers le monde en particulier anglo-saxon : elle a fait des séjours linguistiques en Australie et se passionne pour l'histoire des États-Unis.

■ **Xavier Kamaky.** Élève de Jean-Hinglo, il est admis au campus franco-allemand de Nancy. Il est le premier lauréat réunionnais à intégrer ce campus. Son dossier d'admissibilité n'avait pourtant rien de germanique puisqu'il

s'agissait du « Louvre Abu Dhabi, un musée s'invite au désert ». Sa passion est pourtant l'Allemagne et la culture allemande et Xavier envisage une carrière dans la haute fonction publique.

Xavier Kamaky est un élève brillant à tout point de vue. D'origine modeste et correspondant parfaitement aux critères CEP, ses enseignants de collège ont su convaincre sa famille que Xavier avait d'immenses atouts pour réussir grâce à sa grande capacité de travail, de compréhension et d'analyse. Performant dans toutes les matières, ses goûts personnels l'orientent vers les sciences humaines. C'est ainsi que, bien qu'en

classe de troisième, il a sollicité la direction du lycée pour assister à une séance de l'atelier Sciences Po avec les terminales. L'essai fut concluant et Sciences Po devint son objectif. Nul doute que Xavier Kamaky ne s'épanouisse à Sciences Po et y construise sereinement son avenir.

■ **Lucas Marcel.** Il vient du lycée Pierre-Poivre de Saint-Joseph, de ce Sud sauvage qu'il affectionne. Fait rare, il est bi-admissible à Sciences Po Paris (selon deux procédures par examen et CEP). Il sera l'année prochaine sur le campus de Poitiers, ce choix étant lié à son intérêt pour la langue espagnole et le monde hispanophone. D'ailleurs, son devoir d'admissibilité portait sur la crise actuelle au Venezuela, un travail qui a convaincu le jury local. Il éprouve plusieurs passions : le théâtre, qu'il pratique depuis sept ans, l'écriture, moyen pour lui de s'évader et de rêver. Il écrit actuellement avec deux amis un livre mêlant science-fiction et fantastique, avec un univers linguistique propre aux personnages du récit. Il aime la musique (flûte traversière et piano), les langues et cultures d'autres pays.

Il envisage, pour l'instant, une carrière au sein du ministère des Affaires Étrangères et projette d'intégrer l'école des affaires internationales après les trois années de collège universitaire.

■ **Eliot Nicque.** Élève du lycée Trois-Bassins, il est admis au campus de Paris.

Son oral d'admissibilité était consacré au mouvement indépendantiste catalan et, sans doute passionné par l'information et l'ac-

tualité, envisage d'intégrer dans trois ans le master de journalisme et devenir reporter.

Il suit l'atelier depuis la classe de première après un parcours très accidenté à travers l'Amérique du Nord et Centrale qui l'a amené à vivre et à étudier au... Panama où il a même chanté dans un boys band ! Ces profs l'ont vu changer profondément au cours de cette dernière année de terminale scientifique : lui qui souhaitait initialement devenir ingénieur s'est pris au jeu de l'atelier Sciences-Po et s'est, petit à petit, investi à fond dans la préparation des deux épreuves : le jury d'admissibilité et celui d'admission, à Paris.

■ **Alban Delpouy.** Il vient du lycée Sarda-Garriga. Bi-admis, lui aussi, (par voie d'examen et par la filière CEP), il est admis au campus de Menton, spécialisé dans le programme Méditerranée Moyen-Orient.

Ses passions ? La lecture mais il se passionne pour la géopolitique, les débats d'idées. Raymond Aron est pour lui la référence intellectuelle absolue ! Il pratique aussi la guitare (électrique) style hard-rock et metal. Il s'intéresse beaucoup au Moyen-Orient et à la culture arabo-musulmane.

Pour résumer, cela fait deux ans qu'il travaille, pense, vit Sciences Po... Sa réussite est l'accomplissement d'un rêve comme le montre son choix de suivre aussi la procédure nationale par examen (voie classique) où il a été aussi admis.

À noter par ailleurs que deux anciens de Jean Hinglo viennent d'obtenir leur master à Sciences Po : Benoît Cascade et Clotilde Guyard (promotions 2012 et 2013).

5 - « TPE/PME : Un guide pour la qualité de vie au travail », paru dans le JIR - CAHIER ECO, le 10 juillet 2018

TPE/PME : un guide pour la qualité de vie au travail

ENTREPRISE. Une enquête menée par le MEDEF sur la Qualité de Vie au Travail (QVT) fait ressortir que pour 82 % des salariés interrogés *“les actions de QVT mises en place par ma direction sont un facteur très important pour moi”*. Développée dans le cadre de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises), la thématique de la qualité de vie au travail est reconnue comme un *“facteur de cohésion décisif et de productivité pour booster la motivation des équipes”*, selon le Medef. L'organisation patronale a décidé de mettre à disposition des dirigeants d'entreprise particulièrement des TPE-PME, un nouveau guide intitulé *“Introduction à la qualité de vie au travail.”*

6 - « Deux ans d'existence pour l'association SBA », paru dans le JIR du 11 juillet 2018

8 **LA RÉUNION**

Mercredi 11 juillet 2018 • Le Journal de l'île

FAITS DIVERS POLITIQUE **ÉCONOMIE** SOCIÉTÉ CULTURE JOURNAL DES COMMUNES FORUM

Deux ans d'existence pour l'association SBA

ENTREPRISES. Ce matin à l'hôtel de Région, l'association SBA tiendra son assemblée générale et dressera le bilan de son action à La Réunion. L'occasion de revenir sur une démarche initiée voilà 8 ans pour faciliter l'accès des marchés publics aux TPE-PME locales.

Et de deux bougies pour l'association SBA qui se réunit ce matin à Saint-Denis! Sous l'impulsion de la CPME, la démarche SBA (stratégie du bon achat) s'appuie sur trois piliers: anticipation, adaptation et ancrage. Elle a été initiée en octobre 2010 à La Réunion. Objectif: rendre accessible la commande publique aux TPE-PME en la rendant plus lisible et permettre un vrai dialogue économique entre les donneurs d'ordre et les entreprises. La première convention de partenariat a été signée avec le

Département. Depuis, on en compte 14 signées avec des communes, des infrastructures publiques, des bailleurs sociaux et la Région.

"L'association fait exister depuis 2 ans un écosystème autour de la commande publique, nous collaborons ensemble, nous faisons de l'intelligence collective. Nous permettons à deux mondes qui, habituellement, ne se côtoient pas, les entreprises et les donneurs d'ordre, de dialoguer", explique Dominique Vienne, président de la CPME.

La démarche de stratégie du bon achat a été reprise

dans l'article 73 de la loi Égalité réelle Outre-mer et même dans le Livre Bleu présenté il y a quelques jours. Et commence à s'implanter en métropole (Toulouse, région PACA...). "C'est une démarche pour maximiser les retombées de la commande publique. La ministre de l'Outre-mer va demander à l'ensemble des territoires d'Outre-mer de signer une stratégie du bon achat. Il faut comprendre que chaque maître d'ouvrage crée sa propre relation avec le tissu économique qui l'entoure. Ainsi, une région ou une petite mairie n'ont pas du tout les mêmes moyens ou façons de fonc-



Dominique Vienne: "C'est une démarche pour maximiser les retombées de la commande publique" (photo d'archives).

tionner. Les plus importantes collectivités peuvent par exemple mettre en place des journées du territoire pour présenter leurs appels ou disposer d'un comité de sourcing ce qui n'est pas le cas d'une petite collectivité", indique Dominique Vienne.

Sur l'épineux problème des délais de paiement, la SBA a listé plusieurs causes: une mauvaise connaissance des

services par les entreprises pour l'envoi des factures, un mauvais enregistrement des factures ou un problème de trésorerie du donneur d'ordre. La SBA milite donc pour la généralisation de l'affacturage inversé. "Actuellement, les entreprises doivent faire des cessions de créances auprès d'organismes comme la BPI qui se chargent alors de se faire payer par les collectivités qui,

elles, sont pénalisées par des intérêts moratoires quand elles ne respectent pas les délais de paiement. Si le maître d'ouvrage cède à une banque les factures qu'il doit aux entreprises, via l'affacturage inversé, cela permet aux entreprises d'être payées très rapidement", assure Dominique Vienne.

E.M

7 - « Deux ans d'existence pour l'association SBA », paru sur Clicanoo.re
le 11 juillet 2018

Lien : https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/07/11/Deux-ans-dexistence-pour-lassociation-SBA_539483

Deux ans d'existence pour l'association SBA

INFOS

Economie

11 juil 2018, 15h36

0 Commentaire(s)

PARTAGE



Dominique Vienne: "C'est une démarche pour maximiser les retombées de la commande publique" (photo d'archives).

ENTREPRISES. Ce matin à l'hôtel de Région, l'association SBA tiendra son assemblée générale et dressera le bilan de son action à La Réunion.

L'occasion de revenir sur une démarche initiée voilà 8 ans pour faciliter l'accès des marchés publics aux TPE-PME locales.

Et de deux bougies pour l'association SBA qui se réunit ce matin à Saint-Denis ! Sous l'impulsion de la CPME, la démarche SBA (stratégie du bon achat) s'appuie sur trois piliers : anticipation, adaptation et ancrage. Elle a été initiée en octobre 2010 à La Réunion. Objectif : rendre accessible la commande publique aux TPE-PME en la rendant plus lisible et permettre un vrai dialogue économique entre les donneurs d'ordre et les entreprises. La première convention de partenariat a été signée avec le Département. Depuis, on en compte 14 signées avec des communes, des infrastructures publiques, des bailleurs sociaux et la Région. "L'association fait exister depuis 2 ans un écosystème autour de la commande publique, nous collaborons ensemble, nous faisons de l'intelligence collective. Nous permettons à deux mondes qui, habituellement, ne se côtoient pas, les entreprises et les donneurs d'ordre, de dialoguer", explique Dominique Vienne, président de la CPME.

La démarche de stratégie du bon achat a été reprise dans l'article 73 de la loi Égalité réelle Outre-mer et même dans le Livre Bleu présenté il y a quelques jours. Et commence à s'implanter en métropole (Toulouse, région PACA...). "C'est une démarche pour maximiser les retombées de la commande publique. La ministre de l'Outre-mer va demander à l'ensemble des territoires d'Outre-mer de signer une stratégie du bon achat. Il faut comprendre que chaque maître d'ouvrage crée sa propre relation avec le tissu économique qui l'entoure. Ainsi, une région ou une petite mairie n'ont pas du tout les mêmes moyens ou façons de fonctionner. Les plus importantes collectivités peuvent par exemple mettre en place des journées du territoire pour présenter leurs appels ou disposent d'un comité de sourcing ce qui n'est pas le cas d'une petite collectivité", indique Dominique Vienne. Sur l'épineux problème des délais de paiement, la SBA a listé plusieurs causes : une mauvaise connaissance des services par les entreprises pour l'envoi des factures, un mauvais enregistrement des factures ou un problème de trésorerie du donneur d'ordre. La SBA milite donc pour la généralisation de l'affacturage inversé. "Actuellement, les entreprises doivent faire des cessions de créances auprès d'organismes comme la BPI qui se chargent alors de

se faire payer par les collectivités qui, elles, sont pénalisées par des intérêts moratoires quand elles ne respectent pas les délais de paiement. Si le maître d'ouvrage cède à une banque les factures qu'il doit aux entreprises, via l'affacturage inversé, cela permet aux entreprises d'être payées très rapidement", assure Dominique Vienne.

E.M

8 - « Marchés publics : 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 », paru sur Freedom.fr le 11 juillet 2018

Lien : <http://freedom.fr/marches-publics-115-millions-deuros-attribues-aux-tpe-et-pme-en-2017/>



Marchés publics : 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017

Publié le 11 juillet 2018 dans Actualités/Infos Réunion

Faire de la commande publique un levier de développement économique en faveur des TPE et PME locales. Telle est l'ambition des 14 organisations professionnelles rassemblées au sein de l'association SBA Réunion depuis sa création le 18 juin 2016. Ce collectif a convaincu 13 collectivités territoriales de soutenir, par leurs achats, le développement économique de l'île. 7 d'entre elles ont présenté pour la première fois un bilan de leur action à l'occasion des deux ans de l'association SBA, célébrés ce mercredi 11 juillet à l'Hôtel de Région. Au total près de 115 millions d'euros de marchés publics ont été attribués à des TPE et PME en 2017, soit 43% des achats recensés par l'association SBA Réunion.

La CINOR, la SODIAC, les municipalités de la Possession, du Port, de Petite Île, de Saint-Denis ainsi que la Région Réunion mesurent désormais l'impact territorial des marchés publics qu'ils attribuent chaque année. Ces indicateurs, harmonisés et présentés publiquement lors de ce deuxième anniversaire, ont été construits sur la base d'un cahier des charges baptisé « Grille Triple A ». Ils quantifient notamment : la part de marché attribuée aux entreprises locales, les délais de paiement, la pratique de l'allotissement, le nombre de procédures déclarées sans suite ou infructueuses, le

nombre de marchés résiliés pour cause de défaillance du titulaire (dépôt de bilan etc.), le traitement des offres anormalement basses.

En volume : trois des collectivités signataires (la CINOR, LA SODIAC et la Région Réunion) ont attribué plus de 90% de leurs appels d'offre à des TPE et PME en 2017. En montant : la mairie de Petite Île et la SODIAC se distinguent. Elles ont attribué respectivement 89% et 88% de leurs marchés aux TPE et PME l'an passé. Au total, l'association SBA a recensé près de 115 millions d'euros de marchés publics attribués à des TPE et PME en 2017, soit 43% des achats analysés.

Mesurer efficacement l'impact du SBA est l'une des 4 priorités affichées dans la feuille de route présentée par l'association en 2018. Ce premier bilan est venu souligner les progrès accomplis au cours des deux dernières années. La mise en place d'indicateurs de suivi a également permis de prendre la mesure du potentiel de développement économique réunionnais grâce à une meilleure intégration des entrepreneurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques.

9 - « Marchés publics: 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 » paru sur Zinfos974 le 11 juillet 2018

Lien : https://www.zinfos974.com/Marches-publics-115-millions-d-euros-attribues-aux-TPE-et-PME-en-2017_a129565.html

Economie

Marchés publics: 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017

Mercredi 11 Juillet 2018 - 16:01

Au total près de 115 millions d'euros de marchés publics ont été attribués à des TPE et PME en 2017, fait savoir l'association SBA Réunion, dont voici le communiqué :



Faire de la commande publique un levier de développement économique en faveur des TPE et PME locales. Telle est l'ambition des 14 organisations professionnelles rassemblées au sein de l'association SBA Réunion depuis sa création le 18 juin 2016. Ce collectif a convaincu 13 collectivités territoriales de soutenir, par leurs achats, le développement économique de l'île. 7 d'entre elles ont présenté pour la première fois un bilan de leur action à l'occasion des deux ans de l'association SBA, célébrés ce mercredi 11 juillet à l'Hôtel de Région. Au total près de 115 millions d'euros de marchés publics ont été attribués à des TPE et PME en 2017, soit 43% des achats recensés par l'association SBA Réunion.

La CINOR, la SODIAC, les municipalités de la Possession, du Port, de Petite Île, de

Saint-Denis ainsi que la Région Réunion mesurent désormais l'impact territorial des marchés publics qu'ils attribuent chaque année. Ces indicateurs, harmonisés et présentés publiquement lors de ce deuxième anniversaire, ont été construits sur la base d'un cahier des charges baptisé « Grille Triple A ». Ils quantifient notamment : la part de marché attribuée aux entreprises locales, les délais de paiement, la pratique de l'allotissement, le nombre de procédures déclarées sans suite ou infructueuses, le nombre de marchés résiliés pour cause de défaillance du titulaire (dépôt de bilan etc.), le traitement des offres anormalement basses.

Une dynamique engagée

« Ces évaluations apportent non seulement un regard lucide sur la proportion de marchés publics attribuée aux TPEPME réunionnaises, mais elles permettent aussi d'impliquer davantage les collectivités territoriales signataires de la convention SBA dans la démarche de développement du tissu économique local grâce à la commande publique. Enfin, ce travail est inspirant pour d'autres acteurs puisque l'Aéroport de La Réunion - Roland Garros rejoindra prochainement le SBA en tant qu'opérateur public », se félicite Dominique Vienne président de la CPME, actuellement en exercice à la présidence de l'association SBA Réunion.

En volume : trois des collectivités signataires (la CINOR, LA SODIAC et la Région Réunion) ont attribué plus de 90% de leurs appels d'offre à des TPE et PME en 2017.

En montant : la mairie de Petite Île et la SODIAC se distinguent. Elles ont attribué respectivement 89% et 88% de leurs marchés aux TPE et PME l'an passé. Au total, l'association SBA a recensé près de 115 millions d'euros de marchés publics attribués à des TPE et PME en 2017, soit 43% des achats analysés.

Mesurer efficacement l'impact du SBA est l'une des 4 priorités affichées dans la feuille de route présentée par l'association en 2018. Ce premier bilan est venu souligner les progrès accomplis au cours des deux dernières années. La mise en place d'indicateurs de suivi a également permis de prendre la mesure du potentiel de développement économique réunionnais grâce à une meilleure intégration des entrepreneurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques.

10 - « Marchés publics: 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Alvinet.com (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

Lien : <https://www.alvinet.com/similaires/marches-publics-115-millions-euros-attribues-tpe-pme-2017/45482874>

11 - Marchés publics: 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Niooz.fr (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

Lien : <http://la-reunion.niooz.fr/marches-publics-115-millions-d-euros-attribues-aux-tpe-et-pme-en-2017-26218651.shtml>

12 - Marchés publics: 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Ote.re (via Zinfos 974) le 11 juillet 2018

Lien : <https://www.ote.re/recherche?s=March%C3%A9s+publics%3A+115+millions+d%27euros+attribu%C3%A9s+aux+TPE+et+PME+en+2017>



L'ÉDITO

Prêts pour le « localisme » ?

N'ayons pas peur des gros mots. Quand Dominique Vienne, président de la CPME (petites et moyennes entreprises), reprend les critiques adressées à la SBA, stratégie du bon achat (lire page 8), voici ce qu'il met en exergue: «Certains disent que c'est de la préférence locale. Oh! Le vilain gros mot! Mais la démarche SBA qui est née à La Réunion, pourrait être déployée sur le territoire national».

Pour le président de l'association SBA, cette stratégie qui vise à faciliter l'accès des petites entreprises aux marchés publics est non seulement pertinente économiquement, mais aussi un «devoir sociétal». Ou encore «un acte stratégique de développement territorial».

À cette vision qui privilégie l'ancrage local des économies ultramarines, s'oppose une autre, qui raille les partisans d'une «Réunion sous cloche». Dans les échanges parfois vachards qui caractérisent les relations entre CPME et Medef, le président des patrons Didier Fauchard n'avait pas manqué, très récemment, de dézinguer la SBA. Citons

sa réponse à la question portant sur l'évaluation de cette pratique, qui était l'objet de la réunion organisée hier à la Région: «Il y a eu une évaluation? Toujours pas. Ce qu'on voit, c'est que la Cinor fait à peu près son boulot. Les autres sont absents du débat». La critique était assortie d'une leçon: «Dans une entreprise, on fait des projets, on objective, on déploie des moyens, on mène une action, on évalue et on corrige si besoin. Le SBA a fait les trois premiers, mais où sont les trois suivants?»

Faut-il alors favoriser les entreprises locales au détriment de filiales d'entreprises nationales, voire multinationales? Sans doute pas. D'ailleurs, c'est une de ces filiales qui a emporté le prix Entreprises et territoires 2018. Faux débat, donc, même s'il est riche d'arguments juridiques. Mieux vaut retenir l'important pour La Réunion: optimiser la valeur ajoutée demeurant sur l'île. Le but de toute économie n'est-il pas de créer de la richesse qui profite d'abord à la collectivité où elle est produite? Des marchés publics plus accessibles aux boîtes locales, voilà un principe qui tombe sous le (bon) sens!

On n'est donc pas étonné que la SBA,

déjà citée en exemple sur le plan national, inspire des expériences similaires dans d'autres régions.

Autre reproche adressé au «localisme», celui de fausser la règle du libre-échange, pilier de l'Union européenne. Cette même Union européenne qui reconnaît aussi les spécificités des territoires qui la composent.

Un principe qui tombe sous le (bon) sens

Hier, dans l'hémicycle régional, on ne s'est pas livré à une analyse «juridiste» de la SBA pratiquée dans le cadre européen. Là aussi, on se satisfait de la tolérance européenne, si tenté que «favoriser» des entreprises locales contrevient vraiment au droit. D'autant que la loi égalité réelle consacre la règle des quotas qui profite aux TPE des Outre-mer: à titre expérimental, un tiers des marchés publics à des TPE dans la limite de 15% du montant annuel moyen. Et les plus grosses entre-

prises doivent s'engager à faire fonctionner la sous-traitance locale. Alors, oui, sous cet angle le «localisme» économique est un acte de démocratie qui rétablit des équilibres à coups de discrimination positive.

Raisonnement simpliste? Compliquons alors la donne en nous interrogeant sur le rôle de la commande publique. On sait qu'à La Réunion, le haut comité mis en place pour la dynamiser est à la recherche d'un deuxième souffle. Ce levier majeur de croissance des économies dominiennes est lui-même fatigué.

«Le secteur privé pourrait-il alors reprendre le relais de l'emploi?» s'interrogeait la Fedom, fédération des entreprises des outre-mer, dans sa lettre d'information du 16 avril. Pas sûr. La commande publique a encore de beaux jours devant elle, les besoins en équipements sont nombreux et importants même si les budgets maigrissent. Et, de son côté, le secteur privé est encore très fragile, dispersé, atomisé en une multitude de petites entreprises. Les fédérer en les mettant sur un pied d'égalité n'est donc, pour l'instant, que justice.

Thierry DURIGNEUX

Le Quotidien

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION
ET DE L'Océan INDIEN
Édité par la SAS Le Quotidien
Siège social : 1, rue Lislelet Geoffroy
BP 97712 Saint-Denis Cedex 9
Tél. : 0262.92.15.15
Président : SAS SIROR,
1, rue Lislelet Geoffroy
BP 97712 Saint-Denis Cedex 9
Directrice de Publication :
Corinne CHANÉ-N'CHUNE
Rédaction :
• Rédacteur en chef : Thierry DURIGNEUX
• Rédactrice en chef adjointe :
Bernadette LEBIEF
• Secrétaire de Rédaction :
Nathalie OLIVIER

14 - « SBA : L'heure du bilan et des émules », paru dans le Quotidien du 12 juillet 2018

STRATÉGIE DU BON ACHAT

L'heure du bilan et des émules

L'association Stratégie du bon achat, qui vise à faire bénéficier les entreprises locales de la commande publique, a fait le point hier au bout de deux ans d'existence.

C'est à partir de 2009 et d'une manifestation de la Capeb contre un chantier excluant les entreprises locales à cause d'un choix architectural qu'elles ne pouvaient honorer, qu'a germé l'idée de la SBA: faire en sorte que les TPE et PME aient plus facilement accès aux marchés publics locaux. L'association Stratégie du bon achat qui a vu officiellement le jour en 2016, a tenu hier son assemblée générale dans l'hémicycle de la Région. L'occasion de dresser le bilan de deux ans d'action, de souligner ce qui marche, de cerner ses faiblesses et de constater que l'initiative intéresse d'autres régions.

Vous avez dit préférence locale ?

« Il y a comme deux mondes qui se côtoient mais qui ne se connaissent pas », résume Dominique Vienne, président de la CPME (confédération des petites et moyennes entreprises),

accomplis comme les points à améliorer. SBA se félicite ainsi que trois de ces collectivités (Région, Cinor et Sodiac) « ont attribué plus de 90% de leurs appels d'offres à des TPE-PME en 2017 ».

Les indicateurs portent, outre la proportion de marchés et montants de marchés attribués, sur l'allotissement (qui en divisant le marché en plusieurs lots, favorise la candidature des TPE-PME), mais aussi sur les clauses d'insertion, sur le taux de défection des entreprises, sur les délais de paiement. Ce point fait clairement partie de ceux à améliorer selon SBA, les délais moyens étant de 35 à plus de 40 jours.

« La mise en place d'indicateurs de suivi a également permis de prendre la mesure du potentiel de développement économique réunionnais grâce à une meilleure intégration des entrepreneurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques », souligne l'association dans un communiqué.

à propos des collectivités (et assimilées, comme les intercommunalités et les sociétés d'économie mixte) en charge de la commande publique d'une part et des entreprises de l'autre. « La démarche SBA a pour fondement de faire se connaître ces personnes dans un esprit conforme aux règles des marchés publics », ajoute Dominique Vienne. L'association regroupe 14 organisations professionnelles et 13 collectivités locales.

Sept d'entre celles-ci ont présenté leur bilan, à partir d'une grille d'analyse commune qui permet de mesurer les progrès

SBA a aussi ses détracteurs qui considèrent que le principe est trop favorable à certaines entreprises. Ce que balaie le président de la CPME, qui préfère souligner que SBA intéresse d'autres régions. « Certains disent que c'est de la préférence locale. Oh ! Le vilain gros mot !, raille Dominique Vienne. Mais la démarche SBA qui est née à la Réunion, pourrait être déployée sur le territoire national ». La Guadeloupe s'est dite intéressée par la démarche réunionnaise, comme d'autres régions de l'Hexagone.

S.F.



SBA, pour stratégie du bon achat, est une association qui a tenu son assemblée générale hier. (Photo Emmanuel Grondin)

15 – « SBA : 115 millions de marchés pour les TPE-PME » paru dans le JIR du 12 juillet 2018

SBA : 115 millions d'euros de marchés pour les TPE-PME

ENTREPRISES. Mercredi l'association SBA (stratégie du bon achat) a tenu son assemblée générale à l'hôtel de région et soufflé ses 2 bougies.

Elle regroupe aujourd'hui 14 organisations professionnelles. Objectif : signer le plus possible de SBA avec les don-

neurs d'ordre de la Réunion, collectivités, infrastructures publiques ou bailleurs sociaux. Au total, près de 115 millions d'euros de marchés publics ont été attribués aux TPE-PME en 2017.

Trois des collectivités signataires (Cinor, Sodiac et Région)

ont attribué plus de 90% du volume de leurs appels d'offre à des TPE-PME l'an dernier. Mais en valeur, la commune de Petite-Île a réussi à affecter 89% des ses marchés à des petites entreprises.

A ce jour, on compte 13 conventions signées collectivités territoriales de soutien, par leurs achats, le développement économique de l'île.

Sept donneurs d'ordre ont présenté un bilan de leur action : la Cinor, la Sodiac, les mairies de la Possession, du Port, de Petite-Île et de Saint-Denis. La Région mesure aussi l'impact territorial des marchés publics qu'elle attribue chaque année via des indicateurs qui quantifient la part de marché

attribuée aux entreprises locales, les délais de paiement,

l'allotissement, les offres anormalement basses... Prochain

à rejoindre la démarche SBA : l'aéroport de Roland-Garros.



16 - « Marchés publics à La Réunion : 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017 », paru sur Outremers 360 le 12 juillet 2018

Lien : <http://outremers360.com/economie/marches-publics-a-la-reunion-115-millions-deuros-attribues-aux-tpe-et-pme-en-2017/>

Marchés publics à La Réunion : 115 millions d'euros attribués aux TPE et PME en 2017

12 juillet 2018 No Comment bassin-indien-Appli Economie Fil-info-appli



©Association SBA

Près de 115 millions d'euros de marchés publics ont été attribués à des TPE et PME réunionnaises en 2017, soit 43% des achats recensés par l'association SBA Réunion. C'est le constat qu'a pu tirer l'association à l'occasion de ses deux années d'existence.

« Faire de la commande publique un levier de développement économique en faveur des TPE et PME locales. Telle est l'ambition des 14 organisations professionnelles rassemblées au sein de l'association SBA (Stratégie Bon Achat) Réunion depuis sa création le 18 juin 2016. Ce collectif a convaincu 13 collectivités territoriales de soutenir, par leurs achats, le développement économique de l'île. 7 d'entre elles ont présenté pour la première fois un bilan de leur action à l'occasion des deux ans de l'association SBA, célèbres ce mercredi 11 juillet à l'Hôtel de Région », indique l'association dans un communiqué.

« La CINOR, la SODIAC, les municipalités de la Possession, du Port, de Petite Île, de Saint-Denis ainsi que la Région Réunion mesurent désormais l'impact territorial des marchés publics qu'ils attribuent chaque année », poursuit l'association. « Ces indicateurs, harmonisés et présentés publiquement lors de ce deuxième anniversaire, ont été construits sur la base d'un cahier des charges baptisé « Grille Triple A ». Ils quantifient notamment : la part de marché attribuée aux entreprises locales, les délais de paiement, la pratique de l'allotissement, le nombre de procédures déclarées sans suite ou infructueuses, le nombre de marchés résiliés pour cause de défaillance du titulaire (dépôt de bilan etc.), le traitement des offres anormalement basses ».

« Ces évaluations apportent non seulement un regard lucide sur la proportion de marchés publics attribuée aux TPE- PME réunionnaises, mais elles permettent aussi d'impliquer davantage les collectivités territoriales signataires de la convention SBA dans la démarche de développement du tissu économique local grâce à la commande publique. Enfin, ce travail est inspirant pour d'autres acteurs puisque l'Aéroport de La Réunion – Roland Garros rejoindra prochainement le SBA en tant qu'opérateur public », se félicite Dominique Vienne président de la CPME, actuellement en exercice à la présidence de l'association SBA Réunion.

En volume : trois des collectivités signataires (la CINOR, LA SODIAC et la Région Réunion) ont attribué plus de 90% de leurs appels d'offre à des TPE et PME en 2017. « En montant : la mairie de Petite Île et la SODIAC se distinguent ». Elles ont attribué respectivement 89% et 88% de leurs marchés aux TPE et PME l'an passé. « Mesurer efficacement l'impact du SBA est l'une des 4 priorités affichées dans la feuille de route présentée par l'association en 2018. Ce premier bilan est venu souligner les progrès accomplis au cours des deux dernières années. La mise en place d'indicateurs de suivi a également permis de prendre la mesure du potentiel de développement économique réunionnais grâce à une meilleure intégration des entrepreneurs locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques », conclut l'association.

CATÉGORIES : [bassin-indien-Appli](#), [Economie](#), [Fil-info-appli](#)

17 – « Marchés publics à La Réunion : 115 millions d’euros attribués aux TPE et PME en 2017 » relayé par Niooz.fr (via Outremers360) le 12 juillet 2018

Lien : <http://dom-tom.niooz.fr/marches-publics-a-la-reunion-115-millions-d-euros-attribues-aux-tpe-et-pme-en-2017-26232920.shtml>

18 - « RETOUR SUR LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DU SBA », paru sur digitalreunion.com le 12 juillet 2018

Lien : <https://digitalreunion.com/retour-sur-le-deuxieme-anniversaire-du-sba/>

RETOUR SUR LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DU SBA



A l'occasion du second anniversaire du SBA, La Cinor, la SODIAC, les mairies de Petite Île, Possession, le Port, Saint Denis et la Région Réunion présentent le bilan de leur convention SBA.

La CPME Réunion, ADIR, FRBTP et Digital Reunion présentent leurs actions en direction des entreprises pour faciliter l'accès aux marchés publics.

Les opérateurs publics CCIR, Pôle Emploi et CNFPT présentent leurs actions de formation et de coordination.

#Équité, #dialogue et #innovation sont les valeurs qui guident les acteurs du #SBA !

19 - « REMISE DES PRIX – ENTREPRISE ET TERRITOIRE – L'HOMME AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE », paru dans La Réunion (magazine de la Région Réunion)





REMISE DES PRIX ENTREPRISE ET TERRITOIRE : L'HOMME AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE

LANCE EN 2017 PAR LA CPME, LE TROPHÉE ENTREPRISES & TERRITOIRE RÉCOMPENSE LES TPE ET PME QUI ONT AU CŒUR DE METTRE L'HOMME, L'ENVIRONNEMENT ET L'ANCRAGE TERRITORIAL AU CENTRE DE LEURS PRÉOCCUPATIONS. SI LES CANDIDATURES ONT ÉTÉ NOMBREUSES POUR CETTE DEUXIÈME ÉDITION, LE TROPHÉE ENTREPRISES & TERRITOIRES À PRIME CETTE ANNÉE DEUX ENTREPRISES : L'UNE DE MOINS DE CINQ SALAIRES AVEC LE PRIX ÉMERGENCE, ET L'AUNE DE PLUS DE CINQ SALAIRES AVEC LE PRIX ENTREPRISES ET TERRITOIRE. UNE NOUVELLE ÉDITION QUI AURA ÉTÉ MARQUÉE PAR LA RICHESSE, L'ENGAGEMENT ET L'INNOVATION DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS.

Fort du succès rencontré lors de la 1^{ère} édition, la CPME sous la présidence de Dominique WIENNE s'est lancée dans l'organisation d'une 2^{ème} édition avec toujours pour objectif la promotion de l'entrepreneuriat réunionnais et le rayonnement de notre territoire. Comme pour l'année précédente, chaque entreprise participante était accompagnée d'une équipe d'étudiants de l'IAE chargée d'identifier de nouvelles initiatives pour le territoire et défendre la candidature de l'entreprise devant le jury. Une manière aussi de renforcer le lien entre la jeunesse et le monde de l'entrepreneuriat, qui aura pu vivre à travers cette expérience, une immersion concrète dans la culture d'entreprise.

Mais que les entreprises Calicoo et Cogedat se sont vues primées, la première au titre du prix Émergence et la seconde au titre du Trophée Entreprise & Territoire. Une fierte pour les deux gérants de participer à la promotion de l'entrepreneuriat à La Réunion et particulièrement auprès des jeunes, et de voir leur savoir-faire reconnu.



Yann CALICOO, prix Émergence 2018

Pour cette deuxième édition, le prix Émergence et le prix Entreprises et Territoire sont venus récompenser la dynamique apportée dans laquelle se sont inscrites les deux entreprises lauréates, qui ont fait par le projet initial qu'elles portent pour le territoire, la place qu'elles occupent à l'intérieur collectif au sein de leurs actions ou encore par la démarche de responsabilité sociale des entreprises dans laquelle elles s'inscrivent. C'est donc au cours d'une soirée qui s'est tenue le 12 juin dernier au

La Réunion
C'est VOUS!

Le président de la CPME, Dominique WIENNE entouré du jury et des gagnants.



JULIEN ANTOINETTE,
gérant de la société Calicoo à l'initiative de la première au titre du prix Émergence et la seconde au titre du Trophée Entreprise & Territoire. Une fierte pour les deux gérants de participer à la promotion de l'entrepreneuriat à La Réunion et particulièrement auprès des jeunes, et de voir leur savoir-faire reconnu.



NICOLAS RUIZ,
gérant de la société Cogedat à l'initiative de la première au titre du prix Émergence et la seconde au titre du Trophée Entreprise & Territoire. Une fierte pour les deux gérants de participer à la promotion de l'entrepreneuriat à La Réunion et particulièrement auprès des jeunes, et de voir leur savoir-faire reconnu.



GREGORY GRIMOULT,
gérant de la société Cogedat à l'initiative de la première au titre du prix Émergence et la seconde au titre du Trophée Entreprise & Territoire. Une fierte pour les deux gérants de participer à la promotion de l'entrepreneuriat à La Réunion et particulièrement auprès des jeunes, et de voir leur savoir-faire reconnu.

Chiffres clés

40
CANDIDATURES

▼

13
SÉLECTIONNÉS

▼

5
FINALISTES

CONTACT

CPME REUNION
54 CHEMIN CACHALOT
97430 SAINT-PIERRE
LA RÉUNION

0262 96 43 16
LMARMAO@CPMEREUNION.RE
WWW.TROPHÉE-ET.RE

→ FLASHÉ LE CODE
POUR VISITER
LA VIDÉO

REMISE DES PRIX

ENTREPRISE ET TERRITOIRE : L'HOMME AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE



LANCÉ EN 2017 PAR LA CPME, LE TROPHÉE ENTREPRISES & TERRITOIRE RÉCOMPENSE LES TPE ET PME QUI ONT À CŒUR DE METTRE L'HOMME, L'ENVIRONNEMENT ET L'ANCRAGE TERRITORIAL AU CENTRE DE LEURS PRÉOCCUPATIONS. SI LES CANDIDATURES ONT ÉTÉ NOMBREUSES POUR CETTE DEUXIÈME ÉDITION, LE TROPHÉE ENTREPRISES & TERRITOIRES A PRIMÉ CETTE ANNÉE DEUX ENTREPRISES : L'UNE DE MOINS DE CINQ SALAIRES AVEC LE PRIX ÉMERGENCE, ET L'UNE DE PLUS DE CINQ SALAIRES AVEC LE PRIX ENTREPRISES ET TERRITOIRE. UNE NOUVELLE ÉDITION QUI AURA ÉTÉ MARQUÉE PAR LA RICHESSE, L'ENGAGEMENT ET L'INNOVATION DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS.

Forte du succès rencontré lors de la 1^{ère} édition, la CPME sous la présidence de Dominique VIENNE s'est lancée dans l'organisation d'une 2^{ème} édition avec toujours pour objectif la promotion de l'entrepreneuriat réunionnais et le rayonnement de notre territoire. Comme pour l'année précédente, chaque entreprise participante était accompagnée d'une équipe d'étudiants de l'IAE chargée d'identifier de nouvelles initiatives pour le territoire et défendre la candidature de l'entreprise devant le jury. Une manière aussi de renforcer le lien entre la jeunesse et le monde de l'entrepreneuriat, qui aura pu vivre à travers cette expérience, une immersion concrète dans la culture d'entreprise.

Pour cette deuxième édition, le prix Émergence et le prix Entreprise et Territoire sont venus récompenser la dynamique vertueuse dans laquelle se sont inscrites les deux entreprises lauréates, que cela soit par le projet intuitif qu'elles portent pour le territoire, la place qu'elles donnent à l'intérêt collectif au sein de leurs actions ou encore par la démarche de responsabilité sociétale des entreprises dans laquelle elles s'inscrivent. C'est donc au cours d'une soirée qui s'est tenue le 12 juin dernier au

Moca que les entreprises Calicoco et Cogedal se sont vues primées, la première au titre du prix Émergence et la seconde au titre du trophée Entreprise & Territoire. Une fierté pour les deux gérants de participer à la promotion de l'entrepreneuriat à La Réunion et particulièrement auprès des jeunes, et de voir leur savoir-faire reconnu.





JULIEN ANTOINETTE,

étudiant lauréat du prix Entreprise & Territoire.

« Pour nous, ce projet a permis d'apporter une vision extérieure. Habituellement, nous intervenons dans une entreprise en tant que stagiaire ou employé, ici nous devons aider l'entreprise, la promouvoir. Nous avons donc mené un travail d'audit de l'entreprise pour en faire ressortir ses points forts. »



NICOLAS RUIZ,

responsable commercial de l'entreprise Cogedal, lauréate du Trophée Entreprise & Territoires.

« C'est d'abord beaucoup de fierté et d'émotion, car les entreprises étaient nombreuses cette année à participer. Nous avons démarré une démarche RSE il y a maintenant quatre ans dans notre structure, et je pense que les étudiants ont parfaitement réussi à mettre cela en valeur. C'est donc une immense fierté. »



GRÉGORY GRIMOULT,

gérant de Calicoco et lauréat du prix Émergence.

« C'est une fierté pour moi, une fierté que l'on doit à des étudiants qui ont réussi à transmettre les valeurs de ma société et mettre en avant tous les efforts que nous faisons pour développer notre structure. Avoir un prix comme celui-là c'est la possibilité pour nous de mieux faire connaître notre produit et nos valeurs. »

20 – Campagne & dispositif de Prévention Solaire

Campagne & dispositif Prévention Solaire



Méfiez-vous des UV
ILS RISQUENT
DE VOUS FAIRE
LA PEAU !

☞ 🍹 🧢 👕

Le visuel MASTER (Print)

- Affichage 4 x 3 et 8 m²
- Affiches 60 x 80 cm et 80 x 60 cm
- Presse Quotidienne Régionale

Le film

- TV
- Web (Ads et pré-roll)

TV	Antenne Réunion TV - 30" - 44 spots (1 semaine)	Spot 30"										
	Réunion 1ere TV - 30" - 61 spots (1 semaine)	Spot 30"										
AFFICHAGE	100 faces 4x3 + 100 faces 8m ² (7 jours)											
	60 x 80 cm et 80 x 60 cm											
PQR	JIR (1/2 page)	x					x		x			x
	Le Quotidien (1/2 page)	x					x				x	
DIGITAL	AdRun (2 semaines)	Vidéo Web 30" en Pré Roll										
	France Pluzz (2 semaines)	Vidéo Web 30" en Pré Roll										
	antennereunion.fr (2 semaines)	Vidéo Web 30" en Pré Roll										
	Facebook Ads (2 semaines)	Vidéo Web 30" en Ads										
	Youtube Ads (2 semaines)	Vidéo Web 30" en Pré Roll										